

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge | 76052 |

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la MUNICIPALITÉ DE GRENVILLE-SUR-LA-ROUGE,

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ DE GRENVILLE-SUR-LA-ROUGE (la « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences possibles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves », les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserves

La Municipalité perçoit des droits auprès des exploitations de carrières et sablières dont il n'est pas possible d'en auditer l'exhaustivité de façon suffisante. Par conséquent, notre audit de ces produits s'est limité aux montants inscrits dans les comptes de la Municipalité et nous n'avons pas été en mesure d'établir si des ajustements aux états financiers des exercices terminés les 31 décembre 2022 et 2021 pourraient être nécessaires.

De plus, nous n'avons pu observer la prise d'inventaire physique des stocks à la clôture des exercices terminés les 31 décembre 2022 et 2021. Nous n'avons pas pu nous assurer par d'autres moyens des quantités de stocks détenus par la Municipalité aux 31 décembre 2022 et 2021, lesquels représentent 118 597 \$ présentés au bilan au 31 décembre 2022 (118 597 \$ au 31 décembre 2021). Par ailleurs, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants pour justifier le coût utilisé par la Municipalité. Par conséquent, notre audit des stocks s'est limité aux montants inscrits dans les comptes de la Municipalité et à des procédés analytiques. Nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires aux quantités et aux coûts des stocks comptabilisés pour les exercices terminés les 31 décembre 2022 et 2021. Puisque les stocks d'ouverture et les stocks de clôture ont une incidence sur la détermination des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie, nous n'avons pas été en mesure d'établir si des ajustements aux résultats d'exploitation et aux flux de trésorerie pour les exercices terminés les 31 décembre 2022 et 2021 pourraient être nécessaires.

Nous avons par conséquent exprimé une opinion modifiée sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, en raison des incidences éventuelles de ces limitations de l'étendue des travaux.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

FBL S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Lachute, le
CPA, permis de comptabilité publique no. A116631

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge | 76052 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	6 840 000	7 132 992	7 031 999
Investissement	2		840 605	2 806 334
	3	6 840 000	7 973 597	9 838 333
Charges	4	6 382 340	6 857 763	6 573 514
Excédent (déficit) de l'exercice	5	457 660	1 115 834	3 264 819
Moins : revenus d'investissement	6 ()	(840 605)	(2 806 334)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	457 660	275 229	458 485
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		1 081 950	935 413
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			978 400
Remboursement de la dette à long terme	10 (326 160)	(578 316)	(301 075)
Affectations				
Activités d'investissement	11 ()	()	()
Excédent (déficit) accumulé	12	(131 500)	(115 737)	241 731
Autres éléments de conciliation	13		650	
	14	(457 660)	388 547	1 854 469
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		663 776	2 312 954

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	416 477	964 046
Débiteurs	2	6 984 333	5 777 215
Placements de portefeuille	3	4 785 902	
Autres	4		
	5	12 186 712	6 741 261
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	6 498 403	6 142 008
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	8 957 449	3 695 046
	10	15 455 852	9 837 054
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(3 269 140)	(3 095 793)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	21 458 560	20 271 698
Autres	13	283 017	180 698
	14	21 741 577	20 452 396
Excédent (déficit) accumulé	15	18 472 437	17 356 603

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	3 525 110	2 861 335
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Fonds Fallon	17	13 380	13 315
▪	18		
▪ Agglom. de Calumet	19	2 414	2 414
▪	20		
▪ Aqueduc Calumet	21	2 148	2 148
▪ Parc Récréotouristique	22	737 000	737 000
▪	23		
▪ Projet divers	24	129 219	129 217
▪	25		
	26	884 161	884 094
Réserves financières			
Fonds réservés	27		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	28	394 995	349 604
Financement des investissements en cours	29	(57 990)	(57 990)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30	(1 963 695)	(1 480 120)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	31	15 689 856	14 799 680
	32		
	33	18 472 437	17 356 603

Extrait du rapport financier, page S23

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	9 814 512
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	9 814 512

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022	2021
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	5 873 273	5 514 830
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 759	3 518
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	602 000	609 700
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	38 600	38 600
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	6 515 632	6 166 648

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	5 209 945	5 301 671	4 981 871
Compensations tenant lieu de taxes	13	84 720	81 267	67 377
Quotes-parts	14			
Transferts	15	791 335	897 219	1 014 039
Services rendus	16	207 900	176 680	186 518
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	283 500	476 834	525 722
Autres	18	262 600	199 321	256 472
	19	6 840 000	7 132 992	7 031 999
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		840 605	2 806 334
Autres	23			
	24		840 605	2 806 334
	25	6 840 000	7 973 597	9 838 333

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2022		Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
		Total	
Administration générale	1 284 766	75 189	1 359 955
Sécurité publique			
Police	391 188		374 322
Sécurité incendie	517 262		448 689
Autres	68 695	100 465	96 914
Transport			
Réseau routier	2 010 812		2 245 922
Transport collectif	18 027		17 764
Autres		760 171	657 215
Hygiène du milieu			
Eau et égout	34 922		41 600
Matières résiduelles	572 579		430 998
Autres	100	69 714	67 527
Santé et bien-être			
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	365 892		371 700
Promotion et développement économique	20 351		92 549
Autres		9 940	8 594
Loisirs et culture	271 260	66 471	313 919
Réseau d'électricité			
Frais de financement	219 959		219 959
Effet net des opérations de restructuration			
	5 775 813	1 081 950	6 857 763
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	1 081 950 (1 081 950)	6 573 514
	6 857 763		6 573 514

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	840 605	2 806 334
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (2 329 460)(5 672 794)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4	935 000	775 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5		
Excédent accumulé	6	70 279	709 153
	7	(1 324 181)	(4 188 641)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(483 576)	(1 382 307)

Extrait du rapport financier, page S18